

La mine, une histoire verticale



récits, témoignages et documents
sur le Bassin Minier de Provence



Quatre cents ans d'histoire se sont arrêtés le 1^{er} février 2003.

Le métier de mineur est un métier particulier, fait de souffrances, de sacrifices, de luttes.

Le charbon a permis la première révolution industrielle. A quel prix pour les mineurs : une exploitation forcenée, le travail des enfants, des maladies professionnelles, des tués, une vie courte.

A la Libération, ils ont répondu présents à l'appel du pays pour relancer l'industrie et permettre aux gens de se chauffer.

A une époque, on a même remis la Légion d'Honneur à des ouvriers, ce qui ne se fait plus aujourd'hui.

Gardanne et tout le bassin minier doivent beaucoup aux mineurs qui ont fait de cette terre de Provence un pays de solidarité.

Ce recueil, nous l'avons conçu pour leur rendre hommage.

Roger Meï
Maire de Gardanne



La mine, une histoire verticale



Raconter quatre siècles d'extraction du charbon à Gardanne en seize pages n'aurait évidemment aucun sens. Plusieurs ouvrages se sont penchés sur l'histoire de la mine, comme notamment *Les gueules noires de Provence*, à paraître en septembre 2005. Il s'agit juste, à l'occasion de la semaine européenne de la mine, de tisser la trame de ce qui aura constitué le cœur de l'activité industrielle du bassin minier.

La particularité de l'histoire de la mine, c'est qu'elle traverse des couches successives de l'histoire humaine : on y trouve de la géologie, de l'économie, de la physique, de la politique, de la sociologie... et tout au fond, comme un trésor caché, un grand gisement de solidarité, cette énergie renouvelable.

Des sédiments du fuvelien, déposés à l'époque des dinosaures, aux méthodes modernes de foudroyage en passant par l'introduction de la machine à vapeur, les grandes grèves, l'arrivée de la main d'œuvre étrangère ou la Résistance, c'est un voyage extraordinaire que l'on entreprend quand on étudie cette aventure humaine et auquel nous vous invitons à travers ce recueil.

A ceux qui pourraient penser que cette histoire s'est définitivement achevée le 1^{er} février 2003, on répondra que la mine vit encore chez les milliers de ceux qui y ont consacré trente ans de leur existence.

Écoutez-les. Ils ont tant de choses à vous apprendre.

Le lignite de Provence

Tout commence il y a très, très longtemps. A l'ère secondaire, dans ce jurassique popularisé au cinéma par Steven Spielberg. La mer recouvre alors tout ce qui deviendra le bassin minier. Vers 95 millions d'années, le socle calcaire se soulève et émerge. Il est à nouveau recouvert par la mer au Crétacé supérieur, mer peu profonde dans laquelle se déverse de l'eau douce. Un lac fuvelien se forme, de 100 km d'Est en Ouest et de 30 km du Nord au Sud. C'est au fond de ce lac que des sédiments se déposent, et formeront le charbon à l'abri de l'air et sous la pression des couches successives de roches. Ce qui veut dire que les derniers blocs de lignite extraits au début du 21^e siècle sont aussi les plus anciens. Les plus récents, et les plus pauvres en carbone ont été exploités en premier, vers le 16^e siècle.

Il existe en effet trois grandes familles de charbon : la tourbe (le plus récent, dont la teneur en carbone est faible), le lignite et la houille, dont l'anthracite est une variété de qualité supérieure.

Selon un spécialiste du 19^e siècle, Alfred Opperman, « *Le lignite de Fuveau est un bon combustible, pas un lignite terreux et boueux. C'est un charbon sec, noir, brillant, qui brûle avec une longue flamme et peut vaporiser 5 litres d'eau par kilo.* »

L'INERIS dans un rapport de 1998, précise que le lignite de la Grande Mine a un pouvoir calorifique de 4 200 kcal par tonne, 10,5 % de teneur en eau, 30 % de teneur en cendres (résidus solides de la combustion) et 40 % de teneur en matières volatiles (méthane et hydrogène, s'enflamment sous l'effet de la combustion). Le gisement de Provence est qualifié de moyennement grisouteux.

Au 18^e siècle, le lignite concurrence le bois de pin pour alimenter les teintureries, les raffineries de sucre, les verreries et les savonneries. Sous l'Empire et la Restauration, les usines de soude de l'agglomération marseillaise consomment la plus grande part de la production minière. Mais il faut attendre les années 1830 pour que la multiplication des machines à vapeur entraîne une forte croissance de la demande en charbon. L'extraction minière locale doit alors se réorganiser pour soutenir la concurrence avec le charbon de la Loire et

surtout du Gard. En 1855 est fondée la société *Lhuillier et C^{ie}*, qui s'installe à Gardanne en 1876. Elle devient *La société anonyme de Charbonnages des BdR* et en 1898, *La Société nouvelle de Charbonnages des BdR*.

La production du bassin minier est multipliée par dix en 45 ans (de 45 000 tonnes en 1856 à 402 000 tonnes en 1892) et double presque en vingt ans (694 000 tonnes en 1913). Avec la seconde industrialisation (fin du 19^e siècle), les débouchés s'élargissent : usines d'alumine (Gardanne, La Barasse, Saint-Louis), cimenteries et centrales thermiques. Des tentatives de diversification vers la navigation à vapeur (par la production de briquettes de charbon aggloméré) ne sont toutefois pas couronnées de succès.

Après la nationalisation des houillères (1946), le charbon provençal va renforcer un ancien débouché avec la construction (dans le cadre du plan Marshall) de la centrale thermique à Meyreuil. En 1959, l'électricité représente 30 % de la production locale, une part qui ne fera qu'augmenter jusqu'à la fermeture (70 % en 1970, 90 % en 1986). Mais le faible coût des produits pétroliers (jusqu'au premier choc de 1974) puis le développement de l'énergie nucléaire concurrencent durement le charbon local, progressivement remplacé par du charbon importé.



Les mineurs

Un rapport de Charbonnages de France estimait en l'an 2000 que l'industrie charbonnière a sorti du sous sol près de 4 milliards et demie de tonnes de charbon. Sur ce total 1,5 milliard provient du bassin du Centre-Midi. Ces chiffres vertigineux ne seraient toutefois rien sans ces milliers de mineurs, de femmes et d'enfants. De ces paysans provençaux, de ces Italiens, Polonais, Arméniens, Tchèques, Espagnols, Algériens qui ont façonné le bassin minier de Provence et qui se sont battus, inlassablement, pour améliorer leur quotidien.

Déjà, dans une lettre manuscrite de la chambre syndicale des ouvriers mineurs du puits Biver à la direction des Charbonnages des Bouches-du-Rhône, le 21 octobre 1906, apparaissent des revendications liées à la retraite : « *Des vieux ouvriers encore au triage n'ayant plus à soixante ans la force voulue pour faire leur journée demandent à ne pas être congédiés par la compagnie.* » La direction répond quatre

jours plus tard en donnant les consignes à un contremaître : « *Veillez appeler le secrétaire du syndicat, l'ouvrier Buisson, et lui faire verbalement les réponses suivantes : [...] En ce qui concerne la mise à la retraite des ouvriers âgés de plus de soixante ans, nous désirons garder notre liberté à cet égard.* »

On le voit, soixante ans après l'essor du bassin minier, le paternalisme, pour ne pas dire le mépris souverain de la direction pour les ouvriers est encore intact. Aux dirigeants monarchistes et catholiques de la deuxième moitié du 19^e siècle succèdent des industriels purs et durs qui se heurtent de plein fouet à la naissance du mouvement syndical.

Au tournant du siècle, les grèves se multiplient dans le bassin, comme en 1883 (pour des augmentations de salaire et la baisse de la journée de travail : échec), en 1895 (à Gardanne), ou en 1897 (Gréasque, Fuveau, « *pour que les plus vieux mineurs n'aient plus à remonter les 800 marches de la descenderie* »). En 1902, la fédération nationale des mineurs pose trois revendications qui portent sur le sa-

laire minimum, la journée de 8 heures et la retraite après 25 ans de service. La grève débute le 9 octobre 1902 à Gardanne, Valdonne, Peypin, St-Savournin et Cadolive, le 10 à Trets. Le 11 octobre, le conseil général vote 20000F de secours pour les grévistes et demande au gouvernement d'imposer des négociations. Le 30, une délégation de mineurs est reçue par le Préfet : le travail reprend si l'employeur accepte l'arbitrage du président du Conseil (le Premier ministre). Le 5 novembre, les négociations échouent. Les mineurs obtiennent juste une hausse de l'allocation gratuite de charbon. Le travail reprend le 13 novembre, après 35 jours de grève.

« *Heureusement que les mineurs de Provence n'étaient pas dépendants uniquement de la mine, explique Francis Pellissier, mineur retraité, conseiller municipal et ancien maire de la Bouilladisse. Il ne faut pas oublier qu'à l'origine, c'étaient des paysans qui allaient travailler au champ quand ils avaient fait leur journée au fond.*



Ils étaient aussi chasseurs, maçons... Ils avaient donc d'autres moyens de subsistance que la mine, contrairement au Nord. Et puis la grosse différence, c'est la silicose. Dans le Nord, elle faisait des ravages, un mineur de 50 ans était silicosé. Ici, ce n'est pas le cas. »

Les chevaux du fond

Noël Frate est né en 1917. Il entre à la mine en 1932, à 14 ans. Son père, Jean-Baptiste (fondateur du *Gardanne Vélo*) travaillait au service d'embauche en 1927. Il allait chercher les travailleurs immigrés regroupés à Toul et à Nancy, des Polonais et des Tchèques surtout. *« Ils arrivaient en train à la gare, par familles entières, avec leurs meubles, et ils allaient à Meyreuil ou à Biver, dans les cités minières tout juste construites, qu'on appelait les "cabanons." Par exemple, à Biver, le quartier Salonique était celui des Arméniens. Mais eux arrivaient par bateau, à Marseille. Comme la plupart des gens ne parlaient pas français, on les amenait faire les papiers. C'était une sorte de permis de travail à faire renouveler, tant qu'ils n'avaient pas la nationalité française. »* Noël, lui, a travaillé au jour après un passage à la bascule de Gardanne (aujourd'hui l'entrée de l'usine Pechiney) où étaient pesés les wagons. *« J'apportais les bulletins tous les 15 jours en vélo à la Félicie, »* raconte-t-il.

Gabriel Defude, lui, est né en 1920. Il entre à la mine en 1934, deux ans avant le Front populaire. *« J'accrochais les bennes au criblage, au puits Biver. Il y avait encore des chevaux au fond. J'ai travaillé aussi à la chaufferie. On descendait 360 marches en pierre pour prendre la cage qui nous amenait à la cote 18 [à 250 mètres de la surface]. On encageait les bennes qui remontaient, on faisait du rembourrage hydraulique, pour remplir les chantiers. »*

Les parents de Jean Derghazarian (dit Ranègue) ont fait partie des milliers de réfugiés arméniens. Né en 1928, il est embauché à la mine à Noël 1943. *« Je ne voulais pas y aller. Avant, j'ai été manœuvre dans la maçonnerie. Après la guerre, j'ai cherché quelque chose de mieux, je n'ai pas trouvé. A l'époque, la mine embauchait tout le monde. On était plus de 6 000 entre le jour et le fond. A l'époque, c'était dur, on travaillait encore au pic, et on était cent fois moins productifs qu'aujourd'hui [il parle de la mine au présent]. Je travaillais à l'avancement des pierres, dans les galeries de circulation. C'était le boulot le plus crevant. A la pelle, les pierres sont deux fois plus lourdes que le charbon. Il fallait soulever les couffins pour charger les bennes. J'ai aussi travaillé au boisage, à la taille, au foudroyage. On descendait au fond par le puits Boyer. »*

Extraits de courriers, il y a cent ans

« Les ouvriers de l'intérieur et de l'extérieur qui feraient des heures supplémentaires demandent que ces heures leur soient réglées à chaque quinzaine, d'une manière plus régulière. »

Lettre manuscrite, chambre syndicale des ouvriers mineurs du puits Biver (11 janvier 1902)

« Au sujet du minimum de salaire individuel, ils en comprendront eux-mêmes l'absurdité. Je vous envoie un tableau à ne pas laisser publier, il résulte de renseignements confidentiels. »

Lettre au Président de la Société nouvelle des Charbonnages des Bouches-du-Rhône, Hély d'Oissel par le directeur Domage (26 octobre 1900)

« J'aimerais à vous entretenir le moins possible par écrit de la politique à suivre dans les cas tels que celui qui se présente en ce moment. Il convenait, lorsqu'il y avait lieu, de s'aboucher directement avec les ouvriers et de n'admettre pour cela aucun intermédiaire. »

Lettre d'Hély d'Oissel à R. Frèrejean, sous-directeur (10 mai 1909)

« Nous ne dirons pas qu'il a eu raison d'être allé à Aix le jour du carnaval. Mais s'il est allé faire voir sa jambe à M. Bellon, il n'a pas si grand tort que ça. Car tous les mineurs qui sont allés le voir, s'ils n'y étaient pas allés, il y en aurait beaucoup qui seraient restés estropiés. »

Lettre de la chambre syndicale, à propos d'Armand Bertin, mis à pied 8 jours (1 mars 1912)

« Le syndicat de Fuveau demande que les ouvriers français soient traités sur le même pied que les ouvriers étrangers. Faux : nous ne pouvons donner aux ouvriers étrangers des salaires inférieurs à ceux des Français, sans tarir leur recrutement et nuire ainsi gravement aux intérêts nationaux comme aux nôtres. »

Lettre de R. Frèrejean, directeur, à M. Genty, ingénieur des mines (15 mars 1917)



Max Pierazzi est né à Biver en 1938, juste à côté du puits. *« J'ai vu grandir la cité minière. Maintenant, bien sûr, ça n'a plus rien à voir, on est 6 000 habitants. Mais il reste beaucoup de retraités. Mon grand-père paternel venait d'Italie. Il allait à pied du puits de la Félicie jusqu'à Biver, et encore en rentrant à la maison il amenait du bois ! C'était un passeur, il aidait les Italiens à venir travailler en France. Il tenait aussi une cantine, à Biver, mon père aussi. C'était un bâtiment qui appartenait à la mine, juste à côté du puits Biver et du LEP des Quatre-Vents, qui a été démoli. C'était surtout pour les célibataires qui venaient manger, il y avait des chambres aussi. Il y avait des veillées, des jeux de boules, des bals le samedi. »*

Témoignages de femmes et de filles de mineurs (Traces de vie).

Les premières cités minières

« On est allé habiter dans une maison de la mine, il y avait trois pièces, mais au moins il y avait des fenêtres. Une chambre pour les trois enfants, une cuisine et une chambre pour les parents. C'était déjà pas mal. J'ai vu construire le quartier, à Salonique. »

Les accidents

« J'étais dans le sang bouillant quand il y avait des accidents, c'était mon cauchemar. On voyait passer les ambulances. »

« La solidarité jouait encore plus qu'à d'autres moments. Celui qui allait sauver ne regardait pas qu'il risquait sa vie. »

Le Front populaire

« Le meilleur que je me souviens, c'est les manifestations

quand j'avais 9 ans, je comprenais qu'il y avait quelque chose de beau. Je voyais ces hommes qui s'embrassaient qui chantaient, de leur joie. Je ne comprenais pas tout, en 36, mais je participais à ça. »

La grève de 1948

« En 1948, nous n'étions pas riche. Grève de 56 jours, nous n'avions plus rien, nos économies ont été dilapidées pour pouvoir manger. Une grande solidarité est née dans la population parmi les non mineurs, des collectes étaient organisées, une soupe populaire pour les familles. »

Dans l'enfer du criblage

« J'ai travaillé à la gare de triage. Le charbon entrant d'un côté et sortait de l'autre. Les vitres étaient cassées, les courants d'air

La mine, foyer de Résistance

Pendant la deuxième guerre mondiale, Gardanne se situe en zone libre jusqu'en novembre 1942, mais la production de charbon et de bauxite est contrôlée par l'occupant. Les conditions de travail se dégradent, le matériel n'est plus entretenu, les conflits entre la direction et les mineurs se durcissent, avec notamment une grève à Meyreuil en janvier 1943. A Gardanne, le mouvement Combat est relayé par le maire Victor Savine (évincé par Vichy). Les *MUR* (mouvements unis de la résistance), puis les *FTP* (francs-tireurs partisans) se développent au cours de l'année 43.

Les mineurs échappant au Service du Travail Obligatoire, des centaines de jeunes sont embauchés dans les mines qui doublent leurs effectifs



entraient. On restait debout. On mangeait d'une main et on travaillait de l'autre. Il faisait très chaud l'été, très froid l'hiver. On ne pouvait pas porter de gants pour attraper le charbon. On a fini par obtenir dix minutes pour manger.»

« J'attendais mon bébé, je travaillais quand même, on avait tellement besoin d'argent. On n'avait même pas de toilettes. J'ai travaillé un an, du matin 6h après 40 minutes de marche.»

« Ma mère travaillait au criblage. Je revois ces femmes vêtues de noir. Sur leur visage on ne voyait que la blancheur de leurs dents et de leurs yeux. Tout le reste n'était que poussière noire. Il fallait crier pour se faire entendre. Deux kilomètres à pieds matin et soir du lundi au samedi. Il n'y avait des douches que pour les hommes sur le carreau. Après 11h trajet compris, elle entrait à la maison noire de poussière, malgré la fatigue, elle devait accomplir les tâches ménagères. Vous voyez aujourd'hui que les femmes n'ont pas tous les droits,

alors imaginez-vous à ce moment-là.»

1963, les Marseillais solidaires

« Tous les magasins de Marseille étaient fermés, le personnel devant les portes. Une immense foule accueillait les mineurs en grève. Les Marseillais étaient généreux, les casques des collecteurs étaient remplis de leur dons, ceux qui regardaient par les fenêtres envoyaient les billets de banques qui voletaient au dessus de nos têtes. Les enfants de mineurs furent accueillis dans des familles.»

« La solidarité était là. On partageait avec ceux qui n'avaient rien. C'est des souvenirs durs, mais émouvants. On ne regardait pas chrétiens ou pas, communistes ou pas. Ça reste encore à Biver, cette solidarité, elle est là, patente, malgré le modernisme qui a un peu cassé ça. Cet esprit-là, il reste entre nous.»

pour pallier à la baisse de la productivité. Comme le rappelle Gabriel Defude, « pendant la guerre, on voyait de tout à la mine. J'ai même croisé un juge de paix et un type qui a été huissier à l'Assemblée nationale. »

Roland Demol entre à la mine en février 1944 à 13 ans et demi, après avoir passé son certificat d'études et travaillé six mois chez un boulanger, 14 heures par jour. Il passe 6 mois au criblage avec les femmes, 3 ans à l'atelier, le reste au fond.

« On avait la lampe à la main, pas de souliers (mon père me faisaient les miens avec le caoutchouc des tapis roulants). On était nus au fond. Pendant la guerre, il y avait beaucoup de résistants, et aussi de fils de famille qui fuyaient le STO. J'ai côtoyé des Espagnols réfugiés de 1939, des Allemands prisonniers de guerre, on parlait toutes les langues. Au fond, c'était dangereux, mais il y avait beaucoup de mesures de sécurité, ce qui limitait les accidents graves. J'ai vu deux Espagnols ensevelis par l'effondrement d'une taille. Par contre, il y avait beaucoup de blessés. Certains mineurs sont "tatoués" parce que de la poussière de charbon est restée sous la peau. »

Les militants mineurs fournissent aussi en explosifs les FTP-MOI venus de Marseille ou du Var. Les sabotages se multiplient à partir de 1943 (voies ferrées, lignes à haute-tension, moteurs). Les mouvements de grève paralysent le bassin en février 44 à Meyreuil, en mars 1944 à Valdonne ou le 25 mai (2000 mineurs en grève). Après le débarquement de Normandie, les mineurs résistants manifestent ouvertement le 14 juillet (à La Bouilladisse) et accompagnent la progression des armées alliées en août.

Les désillusions de l'après-guerre

La production minière redémarre, malgré les difficultés dans les transports et le matériel vétuste. Les houillères sont nationalisées, mais pas les mines de bauxite comme le réclamait la CGT. Les effectifs subissent une véritable saignée : baisse de 50 % entre 1948 et 1953, les trois quarts des postes au fond sont supprimés. « Ce qui

n'était pas beau, raconte Roland Demol, c'est les étrangers expédiés dans les mines du Nord après les grèves de 48. Les Espagnols, les Italiens, les Polonais... » Edmond Setian se souvient aussi de l'entraide qui régnait au fond. « On militait pour l'Algérie algérienne, on travaillait avec des Algériens qui vivaient dans la misère. On a toujours été solidaires des mineurs étrangers, comme les Anglais qui ont fait un an de grève en 1984-85, ou lors de catastrophes minières. On se cotisait. »

L'après-guerre est difficile. Entre les restrictions qui se prolongent et la guerre froide qui scinde le mouvement syndical (création de Force ouvrière en 1947), la tension monte et le gouvernement réprime durement les mouvements sociaux. « En 1948, se souvient Jean Derghazarian, il y a eu de grosses grèves dans la région, deux mois. Je me souviens que ceux de Roquevaire venaient, ils rangeaient leur vélo dans la cité. Eux, c'était des durs. On n'avait pas eu gain de cause. Quand le travail a repris, on entendait sans arrêt les contre-mâîtres crier : Production ! Production ! »

La production journalière double, la productivité quadruple.



Le personnel déplore que la hausse de la productivité entraîne une baisse des effectifs. « *Je suis allé à l'exposition universelle de Bruxelles de 1958, se souvient Jean Derghazarian, et là j'ai vu un stand qui disait que le mineur français était champion d'Europe de la productivité. Et comme nous, en Provence, on a été plusieurs fois champions de France, ça voulait dire qu'on était les meilleurs d'Europe. Et ici, on ne le savait pas.* » Son cousin, Edmond Setian, entre à la mine en 1956 à 17 ans et demi. Et d'entrée, il entend parler de fermeture... « *Et finalement, j'y ai passé toute ma carrière. J'ai même vu les derniers embauchés, en 1983. C'est la centrale thermique qui a sauvé la mine dans les années 50.* »



Edmond a travaillé trente ans de nuit. « *La mine, je ne voulais pas y aller: Heureusement, au fond il y avait la solidarité et l'amitié, c'est ce qui fait qu'on était tout de même heureux. Je faisais l'entretien des tapis roulants, il fallait refaire des charnières, les raccorder, vulcaniser. Deux fois j'ai voulu quitter la mine: en 1950, je suis parti volontaire en Algérie, à l'armée, pendant deux ans. En 1958, j'ai failli aller travailler pour Pechiney en Guinée, mais je n'avais pas la garantie d'être repris si ça se passait mal.* » Après dix-huit ans de retraite, « *j'ai encore du mal à dormir la nuit. Et dans la journée, je suis souvent fatigué, je m'endors facilement.* »

Il vit toujours dans la cité arménienne de Plan de Meyreuil, en bordure de la D6. « *La cité arménienne a été construite en 1928, c'était des bâtiments de quatre appartements, il y avait des familles et des célibataires qui se contentaient d'une chambre. Ces bâtiments vont être bientôt démolis. Pourtant, c'est du solide, même si les pièces sont petites.* » Edmond a construit lui-même sa maison: « *on y a mis notre transpiration. L'autre jour, un type est venu pour me demander combien je la vendrais. Je lui ai dit qu'il n'aurait jamais assez d'ar-*

gent pour l'acheter, même s'il était milliardaire. Vous comprenez, si on me prend ma maison, on me prend ma vie, il ne me reste plus rien. »

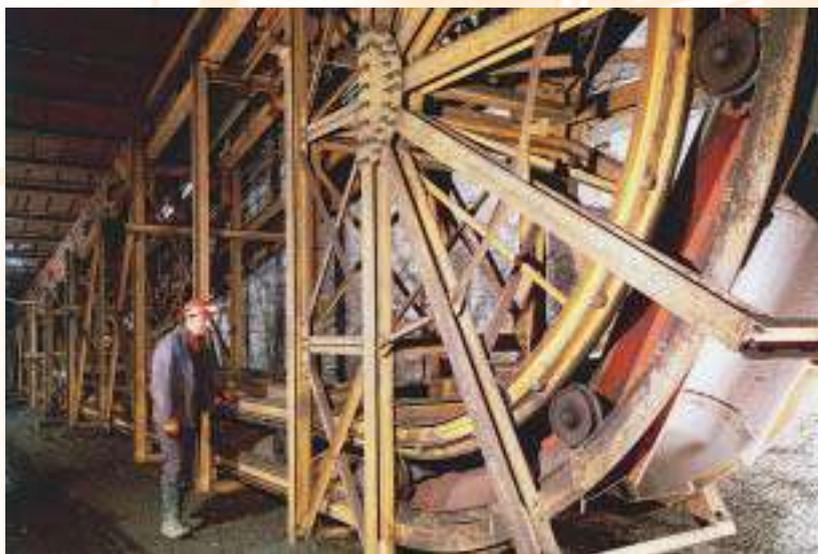
Mobilisés pour tout

Le logement des mineurs, Jeannot Menfi s'est battu récemment en sa faveur en tant qu'adjoint au maire et ancien mineur lui-même. Entré à la mine à 14 ans en 1951, il se souvient de la rapidité avec laquelle les mouvements de solidarité et de lutte démarraient: « *On s'est mobilisés pour tout. On a fait grève pour l'emploi, pour les salaires, bien sûr, mais aussi contre la guerre d'Indochine, pour la paix en Algérie. Dans la salle des douches, le mineur délégué montait sur le banc, c'est comme ça qu'on disait, et lançait le mouvement. En 1963, on a fait des collectes lors des grandes grèves contre la politique gaulliste. Les gens mettaient de l'argent dans le casque, on allait à Hyères, en Corse, à Martigues. La population était solidaire partout.* » Les mineurs obtiennent aussi la quatrième semaine de congés payés et 12 % d'augmentation de salaire.

Jeannot est descendu au fond à 18 ans, l'âge légal. « *Je faisais partie des transporteurs, on ravitaillait les chantiers, on transportait le matériel. Dans les années 50, la mine a été fortement modernisée. Les essais de matériel de pointe se faisaient ici. Mais quand les camions sont arrivés au fond, il y a eu des accidents, des blessés. Et quand les boisages en fer ont remplacé le bois, c'était plus dangereux parcequ'on entendait plus craquer le bois.* »

Francis Pellissier se souvient du 25 février 1969 : « *avec Max [Pierazzi] on est passé le matin dans une galerie sous le puits Gérard pour "mettre la direction". L'après-midi, au même endroit, le coup de toit a fait partir le boisage, deux épaisseurs de calcaires sont tombées et ont tué sur le coup six mineurs.* » Avec son CAP de menuisier, il ne se destinait pas particulièrement à la mine. Mais le terrible hiver 1956 (celui où les oliviers ont gelé) décidera de sa carrière. Le travail sur les chantiers manque à cause du grand froid, et plutôt que de rien faire, il se fait embaucher en mai. « *Et puis, en 1957, pour éviter la guerre d'Algérie, il fallait être mineur de fond. En 1958, je passe le concours de géomètre. Il faut prendre des repères géodésiques, faire une triangulation pour définir des orientations au fond, horizontalement et verticalement. Le géomètre mesure aussi l'avancement des tailles, un rôle très important car de 1948 à 1968, les mineurs sont payés au mètre cube extrait. En tant que géomètres, on "lissait" un peu les résultats, pour assurer aux mineurs des revenus réguliers.* »

Quand ils regardent en arrière, ces hommes qui ont pour certains quitté la mine il y a trente-cinq ans (preuve incontestable de leur



endurance physique) reconnaissent tous les avancées importantes obtenues par la profession après la guerre. Jacky Enrico, entré à la mine en 1956, a fait un peu tous les postes. « *Pour ne pas partir en Algérie, il fallait travailler au fond. Dans ce cas, on faisait quatre mois de classes à Nice, et 18 mois à la mine en tant que militaire (sans le droit de grève).* » Fils d'immigrés italiens, Jacky garde pour la mine une énorme reconnaissance : « *C'est la mine qui a sauvé les jeunes de mon âge. On gagnait bien notre vie, même si pour les salaires, tous les 15 jours on allait voir le patron. Ça s'est arrangé quand on a été mensualisé. Et avec le statut du mineur, on était bien protégé.* » Ce que confirme Max Pierazzi : « *on n'était pas malheureux, on avait le chauffage, le logement, les soins gratuits, constate Max Pierazzi. Notre train de vie était meilleur que la moyenne des ouvriers. Bien sûr, on parlait souvent de fermeture, mais moi j'étais confiant, je pensais qu'on irait au bout.* »

Aux côtés des élus gardannais, les mineurs se sont longtemps battus contre la fermeture. « *On a fait des études sur les gisements, il reste cent ans de réserves entre 400 et 500 mètres de fond, constate Guy Bonnet, délégué syndical CGT. Contrairement à l'industrie de la microélectronique, le charbon n'est pas délocalisable, il est là, sous nos pieds. On nous disait que le charbon français n'était pas compétitif avec le charbon d'importation, mais le coût de celui-ci n'arrête pas d'augmenter, sans parler du transport maritime.* » La fermeture progressive des autres bassins miniers a d'autre part amené à Gardanne ce qu'on a appelé les mutés. « *Ici, on a eu deux tiers des effectifs qui venaient d'ailleurs. Ceux-là voulaient rentrer chez eux, ils étaient favorables aux mesures d'âge prévues par le Pacte charbonnier. Mais ça a créé des tensions dans les familles, entre les parents qui voulaient partir et les enfants qui souhaitaient rester.* » Enfin, la baisse rapide des effectifs a rendu le travail au fond plus difficile, nourrissant l'argumentaire de Charbonnages qui utilisaient la question de la sécurité pour accélérer la fermeture.

L'échéance tombe le 1^{er} février 2003. La veille, une fumée noire monte devant le fronton du puits Morandat. Autour, le paysage est blanc, recouvert d'une fine couche de neige en forme de linceul. Le samedi 8 février, la ville rend un hommage chaleureux et émouvant à toutes ces générations qui ont forgé l'histoire de la région, par la voix du maire Roger Meï sur le parvis de l'Hôtel de Ville : « *Gardanne témoigne sa reconnaissance à ceux, mineurs venus des quatre coins du monde, qui ont fondé ici une communauté laborieuse et solidaire.* » On leur doit bien ça.

Les installations

Les premières installations dignes de ce nom datent du 19^e siècle. Auparavant, l'exploitation du charbon se faisait près de la surface, puis par des descenderies, en fait des puits inclinés à 45° avec un accès par des marches. Le charbon est remonté par des chariots et des couffins.

Selon le dossier d'arrêt de travaux de 2003 de la Préfecture des BdR, 824 descenderies sont répertoriées, creusées dans le Fuve-lien à flanc de côteau (là où les couches de charbon soulevées par les plissements de terrain affleurent la surface). Parmi elles, 194 se situent sur la commune de Gardanne. Une d'elles a été restaurée sur la colline du Cativel, en 2004.



En 1820, le compte de Castellane fait foncer un puits vertical de 70 mètres. L'initiative la plus sérieuse a lieu en 1836 avec Jean-Étienne Michel qui fait foncer le puits du Rocher-Bleu. Il fera 130 mètres et sera équipé de deux machines à vapeur. Entre 1838 et 1939, 35 puits verticaux vont être foncés, dont plus de la moitié avant 1866. Le puits Boyer, à Meyreuil, atteint 670 mètres en 1928, un record. Mais les puits servaient d'abord, en priorité, à la remontée du charbon. Les mineurs remontent encore parfois à pied les centaines de marches (800 au puits Lhuillier à Fuveau) des descenderies.

La machine à vapeur servira bien sûr à remonter le charbon à la surface, mais aussi et surtout à pomper l'eau qui envahit régulièrement les galeries, en quantité de plus en plus importante. La première est mise en service en 1841 au puits du Rocher-Bleu et permet un doublement de la production en quatre ans à peine. En 1881, 33 machines à vapeur fonctionnent dans le bassin minier. La véritable solution aux ennoyages chroniques du fond n'interviendra qu'en 1905 avec le percement de ce qui restera comme le chantier majeur de l'histoire de la mine, le creusement de la galerie de la mer (1890-1905), 14 km du puits Biver à la Madrague.

Jusqu'en 1952, elle a aussi servi à convoyer du charbon pour l'industrie marseillaise. La galerie est par endroits taillée dans la roche à la dynamite, ailleurs elle dispose de parois en brique ou d'un cuvelage en acier. Elle évacue six millions de mètres cubes d'eau douce chaque année.

Cent ans plus tard, elle fonctionne encore, en tant que sur



verse de la partie ennoyée de la mine, quand l'eau l'aura atteinte.

Une autre caractéristique du paysage minier, ce sont les terrils. Dans la région, la plupart ne se voient plus, ils ont été recouverts par la végétation. Les plus évidents sont les deux terrils jumeaux de Collevieille, entre Biver et Simiane. Quinze terrils principaux sont recensés, dont cinq à Gardanne (Collevieille, Saint-Pierre, les Sauvaires, La Félicie et Puits Biver).

Le puits Biver entre en service en 1893 et servira jusqu'en 1950 (ouverture du puits Gérard). Six mineurs ont été tués par un coup de grisou le 8 novembre 1945. Un mémorial près de l'emplacement du puits leur est dédié.

Vers le Grand Ensemble

Le puits Gérard, foncé à partir de 1941, entre en service en 1949. En 1960, le puits Courau à Meyreuil devient le puits principal de l'exploitation, à proximité de la nouvelle centrale thermique qui compte désormais trois groupes, construits en 1953, 1957 et 1958. Un quatrième est construit en 1967. Le premier choc pétrolier et la découverte d'importantes réserves conduisent Charbonnages à lancer le *Grand Ensemble de Provence*. Pour le bassin minier, où les menaces de fermetures se font pressantes, le soulagement est palpable. Dans la revue municipale, Roger Meï, maire de Gardanne déclare : *« ce 23 janvier 1980 marquera dans l'histoire de notre ville (...): la décision de construire le 5^e groupe à la centrale thermique, ce qui doit assurer ainsi, pour au moins 25 ans, l'exploitation des Houillères, du travail pour les mineurs, et la vie du bassin minier. »*

Quatre ans et demi plus tard, lors de l'inauguration du 5^e groupe de 600 MW le 16 juillet 1984, Gaston Defferre (ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire) déclare un peu vite : *« grâce au système de désulfuration, les Houillères ne fermeront pas. »*

Le fleuron de ce projet, c'est un nouveau puits de 1109 mètres, le puits Yvon-Morandat, utilisé pour le personnel et le matériel grâce à ses dix mètres de diamètre. Le fonçage dure de 1981 à 1983, la mise en service a lieu en 1987. Il est positionné à la verticale des sondages, dans la future zone d'extraction, à l'Ouest du bassin, à l'emplacement d'un champ de betteraves. C'est un point haut, comme toujours : un puits n'est jamais en fond de vallon, sinon il risque d'être inondé.

Il est accompagné par le puits Z, à proximité de la centrale. C'est un puits d'extraction du charbon et d'aérage qui descend à 880



mètres de fond.

Il y avait dans le projet initial du Grand ensemble de Provence un puits X qui aurait dû se trouver à Meyreuil et qui n'a jamais été fait, suite aux changements d'orientation. Et si les puits ont des noms d'inconnues, comme en mathématiques, c'est en fait leurs noms de code qui ont perduré. Jacques Daret raconte ainsi que le puits Z aurait dû s'appeler le puits Cativel, mais ce nom n'a jamais été adopté. Quant au puits Y, il a été baptisé du nom de Yvon Morandat, ce qui tombait bien.

La rénovation du groupe 4 de la centrale thermique fin 1995 est le dernier chantier d'envergure avant la fermeture, le 1^{er} février 2003.

L'histoire du Grand ensemble de Provence

Jacques Daret a été nommé chef de siège à l'UE Provence, responsable de la production du fond de 1981 à 1988. Auparavant, il était ingénieur du fond depuis 1966. Il a piloté le Grand Ensemble de Provence.

« Dans les années 75-76, les plans à long terme montraient de façon évidente les problèmes de vente du charbon. Les trois premiers groupes de la centrale devaient s'arrêter vers 1985, le quatrième groupe en 1992. Sans débouchés, la mine devait fermer à court terme. »

Le projet de grand ensemble de Provence est né suite à une campagne de recherches qui aboutit en 1976 à la découverte de 60 millions de tonnes de réserves, soit plus de 30 ans d'exploitation. *« J'ai été sorti de l'exploitation en 1977 pour mener l'étude. Il y avait 55 millions de tonnes techniquement exploitables sous l'Arbois, soit 60% des réserves totales. Dans les années 70, 1,6 million de tonnes exploitées par an. Il n'y avait pas de problèmes significatifs de qualité ou de température au fond. »*

Mais à qui vendre ce charbon ? A cause du soufre qu'il contient, le lignite de Gardanne ne convient que pour la centrale thermique. Il n'est pas utilisable pour la métallurgie, ni pour un usage domestique (même si les mineurs l'ont utilisé jusqu'au début des années 90). *« L'idée était de créer un cinquième groupe à la centrale thermique, d'une puissance de 350 MW, correspondant à la production moyenne annuelle, et pour une durée de vie de 25 ans à partir de 1984, ce qui amenait l'exploitation de la mine à 2009. »*

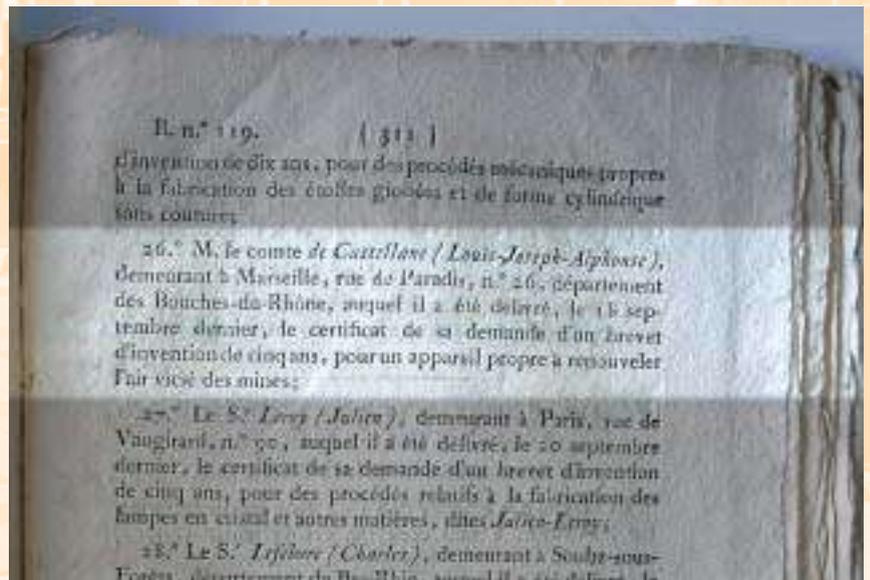
Le Grand ensemble de Provence, c'est un projet de l'unité d'exploitation Provence, relayée par le Centre-Midi à Saint-Étien-

ne et Charbonnage de France. Au début de l'année 1980, le plan est approuvé par le gouvernement Barre. *« C'est une volonté de l'entreprise, relayée par les pouvoirs publics, la volonté politique est venue après. L'impact de la relance de l'activité charbonnière en 1981, on l'a sentie sur le puits Z. Ça s'est ressenti aussi sur les embauches, jusqu'en 1983. Les moyens financiers étaient attribués facilement par le gouvernement Mauroy (mais ils étaient déjà inscrits dans les plans d'investissement précédents). »*

Mais EDF, client principal, voulait une production en pointe plutôt qu'en base. *« En pointe, c'est l'électricité la plus chère (charbon, gaz, pétrole) et en base la moins chère (hydraulique et nucléaire). »* Il fallait donc construire un groupe plus puissant

« Une nouvelle étude a été faite sur la base de 600 MW. Il fallait alors dissiper en altitude les émissions de soufre, d'où la construction de la grande cheminée de 300 mètres en 1981. »

Pour concevoir le puits Y, l'un des plus modernes d'Europe, *« on a vu en Afrique du Sud comment descendre les machines dans la cage, sans les démonter. Tout était descendable en entier sauf le mineur continu (en trois parties). La cage était composée de deux parties, pour les mineurs (160 à la fois) et pour le matériel. Il n'y a pas eu de gros problèmes pour creuser le puits, à part des venues d'eau. Une entreprise allemande a fait le fonçage à l'explosif, et le puits a été bétonné entièrement. »* Le puits Z a quant à lui une physionomie très différente : *« il est équipé d'un chevalement plutôt qu'une tour, car c'est un puits d'extraction et de ventilation. »*



Le rôle de l'Europe et de l'État

Les premières traces d'exploitation du charbon en Provence remontent à 1584 (Parlement d'Aix). Des sièges d'extraction sont recensés à Peypin, Belcodène, Gardanne (1700), Auriol Mimet (1743), Fuveau (1745), Peynier (1768), Trets (1787). Jusqu'au Premier empire, la production de charbon se fait un peu n'importe comment, selon le bon vouloir des propriétaires terriens. Il faut attendre la Révolution française pour que l'État prenne les choses en main, en mettant en place un embryon de politique énergétique nationale. L'objectif est aussi de préserver les massifs forestiers et d'assurer l'indépendance énergétique.

Le 24 floréal an XIII (14 mai 1805), un décret préfectoral est publié pour remettre de l'ordre dans les titres concédés. Entre 1809 et 1838, 17 concessions sont attribuées par l'État. Des sociétés d'actionnaires sont créées, détenues par des propriétaires, mais aussi des nobles et des industriels. Le comte de Castellane détient ainsi des concessions à Gréasque, Belcodène, Gardanne (1818) et Mimet (1834) et devient le principal producteur du département.

En 1855, la société *Lhuillier et Compagnie* est créée. Elle deviendra la société des Charbonnages des Bouches-du-Rhône et restera la principale compagnie privée jusqu'à l'après-guerre.

La loi de nationalisation du 17 mai 1946 organise l'exploitation du charbon en dix *EPIC* (établissements publics à caractère industriel et commercial) : 9 houillères de bassin (Nord, Lorraine, Aquitaine, Auvergne, Blanzay, Cévennes, Dauphiné, Loire et Provence) et le siège de Charbonnages de France à Paris. Le 1^{er} janvier 1969, les 7 houillères du centre midi sont regroupées dans les HBCM à Saint-Étienne.

Les conséquences de la nationalisation, ce sont de gros investissements matériels et une baisse extrêmement brutale des effectifs, notamment en Provence, où les étrangers font les frais du dégraissage ou sont mutés dans le Nord et la Lorraine. Les effectifs au fond baissent de 75 % en quinze ans à peine. C'est le prix payé pour des records de productivité. Mais la croissance des Trente Glorieuses est portée désormais par les produits

pétroliers, notamment le fuel qui concurrence le charbon avec la bénédiction de l'État. Les années 60 sont difficiles en Provence, avec du chômage technique, des grandes manifestations (en 1963 contre la politique gaulliste notamment, avec des réquisitions de mineurs) et un drame avec la mort de six mineurs en 1969 qui endeuille le bassin.

Depuis trente ans, la politique énergétique de l'État oscille entre relance et projets de fermeture : au grand ensemble de Provence (lire p 12) succède rapidement l'annonce de la fermeture de la mine pour 2002, puis la mise en place du Pacte Charbonnier, signé par toutes les organisations syndicales sauf la CGT le 21 octobre 1994. Qualifié de "dispositif social exemplaire" par les pouvoirs publics, il vise en fait à inciter les mineurs à cesser leur activité dès 45 ans et rend la production de plus en plus difficile. C'est au nom de la sécurité, entre autres, que le gouvernement Raffarin anticipe de deux ans la fermeture de l'unité d'exploitation de Provence le 1^{er} février 2003.

Quand le charbon construisait l'Europe

Une des bases de la construction européenne, il faut quand même s'en souvenir, c'est la *CECA*, la communauté européenne du charbon et de l'acier. C'est l'objet du traité de Paris signé en 1951, pour une durée de 50 ans. C'est le "plan Schuman" visant à mettre en commun la production franco-allemande de charbon et d'acier (suppression des droits de douane), pour répondre aux énormes besoins de la reconstruction et pour jeter les bases d'une coopération économique franco-allemande.



Le marché commun est ouvert en février 1953 pour le charbon. Le financement de la *CECA* est indépendant des états, elle est placée sous une Haute autorité indépendante et dotée d'un pouvoir de décision. Ça, c'est pour le principe. Car très vite, les belles intentions s'envolent : dès la fin des années 50, le charbon connaît une crise de surproduction alors qu'il est concurrencé par le charbon importé et les hydrocarbures. La Haute autorité laisse faire les gouvernements (elle disparaît en 1967), alors que le traité interdit les aides de l'État et les subventions. En effet, parmi les six pays signataires, les intérêts sont très différents entre pays producteurs et pays importateurs, comme l'Italie.

En 1973, avec le premier choc pétrolier, l'Europe prend conscience de sa dépendance énergétique. Le charbon retrouve tout à coup de l'intérêt, pendant quelques années, le temps que le nucléaire monte en puissance. Dans les années 80, le charbon devient marginal dans la politique énergétique européenne. Pour l'Union, le charbon européen n'a pas d'avenir et la priorité est portée sur les questions environnementales. La *CECA* disparaît dans l'indifférence générale en juillet 2002, sans avoir jamais eu les moyens de sa mission.

La reconversion

Il aura fallu des années d'interventions de Roger Meï, maire et député (de 1996 à 2002), pour que l'État se préoccupe du devenir du bassin minier, après que ce dernier ait confirmé la fermeture de la mine engagée par le Pacte charbonnier.

C'est le 15 mai 2000, en visite à Rousset pour inaugurer la nouvelle usine de *ST Microelectronics*, que le premier ministre Lionel Jospin annonce la création d'un centre de formation supérieure en microélectronique à Gardanne, alors qu'on l'attendait plutôt sur la question de l'emploi et du développement de la centrale thermique. *L'école des Mines de Saint-Étienne* est retenue pour mettre en place



ce qui deviendra le *Centre Microélectronique de Provence*. La convention est signée le 12 mars 2002 à Bercy par Laurent Fabius. En juin 2003, l'architecte Aymeric Zublena est choisi pour concevoir les bâtiments sur le site de Château-Laurin. Le coût de l'aménagement est estimé à 45 millions d'euros. La Ville offre le terrain et héberge provisoirement le personnel et les premiers étudiants sur le site du centre Saint-Pierre, l'ancien centre de formation de la mine à Biver. Le chantier du CMP doit commencer à l'été 2005 pour une ouverture à la rentrée 2007, avec 450 étudiants et chercheurs.

En septembre 2004, une convention entre *le CMP*, *le LETI* (laboratoire d'électronique et de technologie de l'information) de Grenoble et *le CEA* (commissariat à l'énergie atomique) de Cadarache crée une équipe mixte de chercheurs qui s'installera à Gardanne, confirmant le rôle majeur joué par l'école d'ingénieurs dans la région.

40 % de la production nationale de semi-conducteurs se fait en Provence.

Après la fermeture de la mine, la Ville se porte acquéreur des carreaux et des bâtiments du puits Yvon-Morandat et du puits Z, respectivement 14 hectares (4 100 m² de bâtiments industriels et 3 100 m² de bureaux) et 4 hectares, pour un montant de 2,1 millions d'euros. Ces deux sites, les plus récents de tout le bassin minier, auront désormais une vocation économique, culturelle et historique. Un chargé de mission vient d'être nommé pour coordonner les opérations. Dès l'été 2005, des salles du puits Morandat sont mises à disposition du Centre Microélectronique de Provence qui y installe ses chercheurs.

Par ailleurs, la Ville va aménager une parcelle de 10 hectares au quartier Jean-de-Bouc, près de la centrale thermique, pour y accueillir de nouvelles entreprises. Les 25 hectares restants qui faisaient partie du projet initial de ZAC seront réintégrés dans le Plan local d'urbanisme et garderont une vocation économique. La demande d'implantation est forte, comme le traduit le solde positif de 36 sociétés installées en 2004. L'extension de la zone industrielle Avon a ainsi permis la création de près de 200 emplois.

